

## Nominations récentes

Le premier ministre, M. Pierre Trudeau, a annoncé dernièrement la nomination de M. Michael Pitfield au poste de greffier du Conseil privé et secrétaire du cabinet. Il succède à M. Marcel Massé qui devient président de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

M. Michel Dupuy, président actuel de l'ACDI, est nommé délégué permanent et ambassadeur du Canada aux Nations Unies à New York. M. Dupuy succède à M. W.H. Barton, nommé à un nouveau poste à Ottawa.

## Le Jour du Commonwealth

Pour la quatrième année consécutive, le Canada a marqué le Jour du Commonwealth par un programme varié qui s'est, en fait, étalé sur plusieurs jours.

Le 7 mars a eu lieu l'inauguration d'une exposition spéciale d'articles du Commonwealth, en présence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan. L'Exposition était présentée dans l'immeuble du ministère des Affaires extérieures.

Toujours à Ottawa, a eu lieu, le lendemain, un "déjeuner des familles du Commonwealth" parrainé par la Société royale du Commonwealth. Le 9 mars, des célébrations inter-confessionnelles spéciales ont pris place dans plusieurs villes.

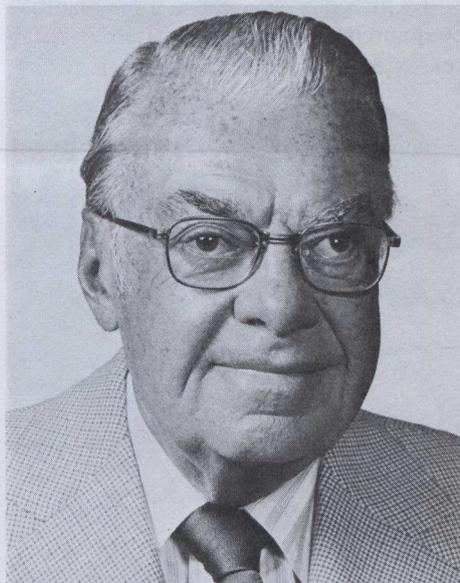
Le Jour du Commonwealth proprement dit, le 10 mars, il y a eu à Ottawa déploiement des drapeaux des pays membres du Commonwealth et une réception offerte par les hauts-commissaires du Commonwealth.

A l'occasion de cette journée, l'on a distribué dans les écoles, les bibliothèques et auprès de nombreux autres organismes, des affiches et de la documentation destinées à faciliter la planification des activités spéciales marquant le Jour du Commonwealth.

L'idée de cette journée avait été lancée par le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, lors de la réunion des chefs du Commonwealth tenue à la Jamaïque en 1975. Il ne s'agit pas d'une fête légale; sa célébration vise plutôt à souligner, au Canada et dans les 41 autres pays du Commonwealth, l'importance de cette association, créée en 1931, qui rassemble des pays de toutes dimensions, races et cultures.

## Doctorat honorifique à Paul Martin

L'Université de Cambridge décernera un doctorat honorifique en droit à l'ancien haut-commissaire du Canada en Grande-Bretagne, M. Paul Martin. La cérémonie



M. Paul Martin

de remise du doctorat aura lieu en juin prochain. M. Martin est un ancien étudiant de la célèbre université anglaise.

M. Martin, qui a servi sous quatre premiers ministres, a fait partie du cabinet pendant 23 ans, notamment en qualité de ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (1946-1957), de secrétaire d'État aux Affaires extérieures (1963-1968) et de leader du gouvernement au Sénat. En 1974, il était nommé au poste de haut-commissaire du Canada en Grande-Bretagne, poste qu'il a occupé jusqu'à l'an passé.

Alors qu'il était ministre de la santé, M. Martin ouvrit la voie à l'introduction, au Canada, du sérum Salk contre la poliomyélite, maladie dont il avait été lui-même victime étant enfant. M. Martin est aussi l'un des fondateurs du Institute of Canadian Legal Studies qui permet à des étudiants en droit particulièrement brillants d'étudier à l'Université de Cambridge.

En tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Paul Martin a dirigé des délégations canadiennes à de nombreuses réunions internationales.

## La politique énergétique, point saillant du discours du Trône de l'Ontario

Une nouvelle session de l'Assemblée législative de l'Ontario s'est ouverte récemment. Dans le discours du Trône, lu par le lieutenant-gouverneur, Mme Pauline McGibbon, le gouvernement de l'Ontario a mis l'accent sur des programmes et des politiques énergétiques et industrielles qui assureront plus d'autonomie à la province tout en assurant sa prospérité.

La priorité du gouvernement ontarien au cours des années 80 sera de réduire la dépendance de la province envers le pétrole brut. Une des conséquences de cette priorité sera le développement de sa "capacité nucléaire pour assurer à ses résidents la sécurité en matière d'énergie". Le gouvernement continuera également à développer ses programmes de conservation d'énergie et investira dans un certain nombre de nouveaux projets: énergie tirée des déchets, combustibles liquides synthétiques, production combinée de chaleur et d'électricité, amélioration des huiles lourdes, etc.

Les politiques industrielles que le gouvernement veut développer au cours de la présente décennie se concentreront dans le domaine de l'industrie des communications et des télécommunications.

L'industrie agricole profitera des politiques énergétiques du gouvernement grâce à la création d'un centre agricole d'étude sur la gestion de l'énergie.

Quant aux droits des francophones, le gouvernement ontarien améliorera les services juridiques en français en permettant que les procès devant les tribunaux de petites créances se déroulent dans les deux langues et que certains tribunaux de succession des comtés et districts désignés puissent homologuer les testaments rédigés en français sans avoir recours à la traduction.

Enfin, le gouvernement de l'Ontario croit que "les Canadiens se rapprochent de plus en plus d'un accord général quant aux changements qu'il faut apporter à notre constitution pour en faire un instrument vivant capable de rassembler les gens, les langues et les régions de notre pays" et promet qu'aura enfin lieu "un débat d'envergure sur l'avenir de la confédération" à la Législature ontarienne. Le premier ministre de la province, M. William Davis, promet que ce débat aura lieu avant la tenue du référendum au Québec.

Extrait d'un article publié dans *Le Devoir*.